

Le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu toute la somme de bonheur adéquate, à toute époque, au développement progressif de l'humanité.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an	6 fr.
Six mois	3 fr.
Trois mois	1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, RUE D'ORSÉ, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne le journal
à l'Administrateur

ABONNEMENTS POUR L'EXTÉRIEUR

Un an	8 fr.
Six mois	4 fr.
Trois mois	2 fr.

LA LÉGENDE

L'homme est toujours la proie des légendes. Petit, on lui affirme qu'un envoyé divin, le père Noël, bonhomme à la barbe blanche, descend chaque année sur la terre, au moment précis où le Christ naît dans une étable. Il apporte des jouets qu'il distribue, par les chemins, aux enfants bien sages.

Il suffit de déposer son soulier sous le trou noir par où s'envole la fumée des rêves enfantins et celle, plus réelle, du charbon acheté par la maman. Puis le bébé s'endort, sa nuit est traversée par des rêves merveilleux. Le bonhomme Noël arrive, accompagné d'un gentil petit âne, chargé tous deux de jouets aux couleurs vives, aux formes attachantes. Il y en a encore et toujours. Les vitrines des grands magasins, contre les glaces desquelles on s'est écrasé le nez le dimanche précédent, défilent dans la cervelle de l'enfant. Au réveil, la réalité paraît plus modeste, limitée aux moyens de la famille, mais le petit s'en contente tout de même, levant les mains à chaque apparition, poussant des petits cris de surprise et de satisfaction pour un objet de deux sous.

Malgré cette douce et bonne impression, quel enfant n'a douté un jour de la légende dont on abuse sa jeune imagination ? Le bébé soucieux, n'osant avouer franchement qu'il n'a plus foi dans les affirmations paternelles, reste éveillé, troublé tout le long de la nuit, curieux de voir de ses propres yeux le vieux bonhomme à la barbe de neige, au risque d'être pris, en flagrant délit de surveillance, et d'être puni par le don d'une verge, remplaçant la collection de jouets à laquelle il prétend avoir droit.

Heure angoissante entre toutes. On redoute la vérité, le désenchantement de la réalité toute nue. On redoute surtout de prendre les parents en train de mentir, de profiter grossièrement de la généreuse crédulité dont on fait preuve. Tout, dans l'attitude des grands, fait prévoir la méchante supercherie. Le moment arrive enfin ; des ombres coupables se glissent jusqu'à la cheminée légendaire ; des mains déposent les paquets achetés chez le marchand du coin de la rue. Et l'enfant, au cœur palpitant, avale ses larmes, retient son souffle, feint de dormir, ment à son tour par son silence qui l'opresse, tandis qu'il voudrait se jeter au cou de la mère pour lui crier : — C'est donc toi, Noël ! Que me le disais-tu ?

Que ces choses paraissent lointaines lorsque l'âge est venu vous jeter dans l'âpre lutte pour l'existence. Ah, les légendes d'autrefois, comme on s'en amuse, les épaules soulevées, par la conscience des bêtises et des mensonges dont on entoure l'enfance. On se croit raisonnable, fort, armé pour la bataille. Ce n'est plus le moment de venir vous raconter des histoires surnaturelles, des légendes de bonshommes barbus, se promenant sur les toits par un temps de neige. On est un homme, un homme qui rejette l'irréel pour ne s'attacher qu'aux choses tangibles. On veut faire soi-même son bonheur.

Et voici qu'on se laisse prendre à d'autres légendes. A date fixe, comme si le Sauveur naissait une seconde fois ce jour-là, le bonheur passe. Il suffit encore une fois d'être confiant et bien sage, de déposer non le soulier de jadis dans la cheminée troubante, mais un bout de papier imprimé dans une boîte de bois. Pour réussir l'opération merveilleuse, il faut de nouveau fermer les yeux, dormir, ne pas regarder ce qui se passe. Et, bien qu'on ait rêvé de bonheurs complets et légitimes, il faut surtout, — ah, c'est une condition bien impérieuse, — il faut surtout se contenter des

misérables désillusions qui vous assaillent lorsqu'on examine au grand jour les satisfactions ainsi obtenues.

Malheureusement, le jour ne vient pas pour tous où l'on flaire la grossière supercherie, où l'on découvre le mensonge de la dangereuse légende. Notre rôle d'anarchistes consiste à faire que les yeux ne se ferment point sur l'opération électorale, à provoquer le doute dans les esprits, à montrer le néant de la Providence sociale comme nous avons reconnu celui de la Providence divine.

Lorsqu'on reste éveillé, quand on guette du haut de sa conscience les détails du mystère, on aperçoit encore une fois se glisser des ombres furtives. Ce sont les préjugés qui viennent échanger contre les bouts de papier, la malheureuse destinée qu'ils nous préparent. Ombres du passé, survivances d'autrefois, préjugés ancestraux qui pèsent sur nos volontés, tous les fantômes de nos imaginations se donnent rendez-vous, tandis que nous dormons dans l'attente de ce qui nous surviendra demain.

Il semble, cependant, qu'un mouvement se dessine contre la flagornerie du suffrage universel. Des groupes se forment pour entreprendre, dans les réunions électorales, non l'équivoque campagne abstentionniste d'autrefois, mais une ardente agitation anarchiste.

Nos adversaires se préparent. Les profiteurs trouveront-ils cette fois, devant eux, des camarades calmes et résolus pour battre en brèche leur œuvre néfaste d'asservissement ?

Préparons-nous également. Par la parole, par le journal, par la brochure, essayons d'atteindre la foule des êtres que l'on veut à nouveau offrir en proie aux légendes de misère et d'ignorance, que l'on veut sacrifier aux appétits des mauvaises fées de la politique.

Henri Duchmann.

Vive le Roi !

Pour une fois, savez-vous ! Le roi Léopold qui vient de trépasser, n'était pas un monarque ordinaire.

Alors que ses confrères couronnés tiennent au respectabilité royal, lui s'en fichait absolument. Fille de concierge, Caroline Lacroix lui plut, et sans plus de façon, il en fit sa maîtresse en titre d'abord, son épouse ensuite.

Dans les temps anciens, les princes prenaient volontiers la houlette et recherchaient les bergères ; c'était charmant et de bon ton, ces idylles pastorales, mais cette époque n'est plus, et l'on prend toutes les précautions imaginables pour que des héritiers haut coûts dépucent en catimini sans que rien ne transpire de ces délicates opérations, les petits rois innocents de notre vieille Europe. Alphonse d'Espagne et Manuel de Portugal, par exemple.

Lui, le vieux roi, n'y alla pas par quatre chemins. Sans se soucier de l'effacement que sa décision provoquait chez ses courtisans, il promut sa facile conquête aux plus hautes dignités et fit bénir par le pape l'union contractée, avec celle qui savait si bien châtier sa sénité.

Très chrétinement le mariage fut célébré ; Caroline Lacroix devint baronne de Vaughan, ce qui sonne un peu mieux. Ce mariage, certes, est moins surprenant que l'accouplement fameux de la carpe et du lapin, mais c'est quelque chose tout de même. C'est en somme le triomphe de la démocratie et la revanche du sang rouge, du sang carotte sur le sang bleu. Parmi les belles dames de l'aristocratie belge, satellites élégants et parfumés qui gravitaient autour de cette Majesté un tantinet décatie, il dut s'élever un tolle général quand on connaît la favorite. Eh quoi, cette roturière, cette fleur de plumeau osait forniquer avec le roi des Belges, empereur du Congo, avec l'autogre Léopold ! Elle osait si bien que ce dernier ne pouvait plus se passer d'elle.

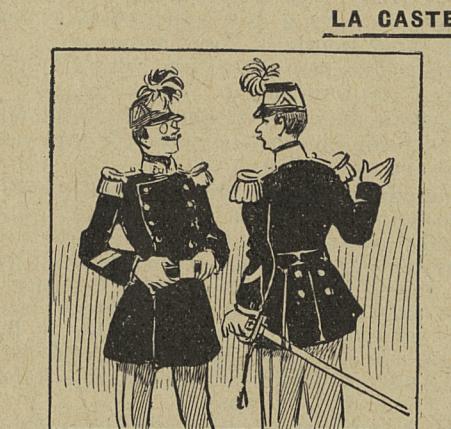
Moi, je trouve cela tout simplement admirable. S'il y a encore des Pyrénées, au moins on ne peut dire qu'il existe aujourd'hui une barrière entre la couronne et le balai. Désormais, quand les mères, très fatiguées, reprocheront à leur progéniture de se mésallier, celle-ci invoquera l'exemple du grand Léopold et les mères seront confondues.

Qui sait ? partant de si haut, l'exemple sera peut-être contagieux, et toutes les princesses et toutes les princesses ne voudront peut-être que des plébeyennes dans leur couche. Et nous, les citoyens obscurs, nous serons obligés de coucher avec des comtesses.

E. P.



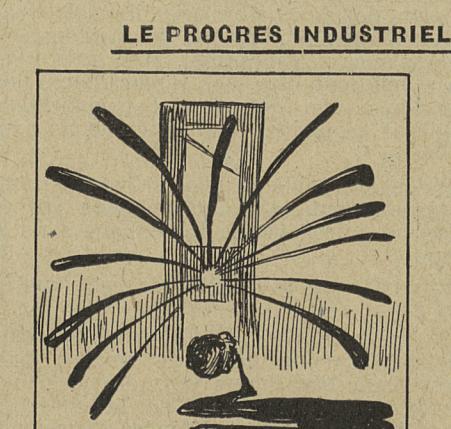
— Ne confondez pas le travail de nuit des mitrons avec le travail d'obscurantisme de Mgr Amette.



— Mon cher, il n'y a que les roturiers qui désertent. On les envoie à Biraibi, et c'est justice. Nous autres, fils de la noblesse, nous ne désertons pas : nous allons faire simplement un tour à l'étranger, comme les émigrés, nos pères. Et les chefs de l'armée de la République nous acquittent.



Sans la protection des socialistes internationaux, il y a longtemps que cette vilenie de garde de Politique aurait été étranglée par le peuple.



Louable émulation des philanthropes internationaux.
VOICI LE RÉDempteur !


Noel... Noel... Le Rédempteur ce n'est pas mon poulet, né dans une basse-cour, mais bien le Christ, né dans une étable. A me voir, vous ne vous en doutiez pas.

Noëls et Nœls

J'ai demandé au petit garçon du sixième ce qu'il mangeraient de bon le soir du Reveillon. Il m'a répondu :

— J'sais pas, des lentilles ou des pommes ragout... ou p'têtre bien du pain sec ?...

Le petit garçon descend avec moi dans la rue. Nous flânon, et nous admirons les étalages.

Les moutons de la boucherie sont encordés ; il y a des guirlandes de laurier et de faux lierre autour des quartiers de bœuf. Le confiseur a illuminé son étalage à l'aide d'ampoules électriques entourées de papier multicolore qui donne des tons aimables aux pyramides de choses précieuses entassées dans son magasin.

Que de bonbons fondants, de crottes de chocolat, de marrons glacés ! C'est une orgie en bleu, en rose, en violet, en or.

Le petit garçon du sixième m'a demandé :

— C'est bon, tout ça ?

Je lui ai répondu : — Oui, mais ça fait mal aux dents.

Chez le rôtisseur, des oies montrent leur ventre où les truffes font des taches brunes ; des poulets attendent la broche ; des rotis se prélassent dans leur jus.

Le petit garçon du sixième m'a encore demandé :

— Est-ce bon, tout ça ?

Je lui ai répondu : — Sans doute, mais ça donne des indigestions.

Pauvre petit garçon du sixième. Quel Noël espères-tu ? Ne sont-ils pas pareils tous les jours ; et gris et maussades : pommes ragout, lentilles ou pain sec. Crois-tu donc que le mystérieux bonhomme Noël, dispensateur de choses fameuses pour les tout petits, déposera dans tes chaussures quelque célesté présent ? Non, mon ami, non, l'auguste voyageur n'aime pas les souliers troués. Tu n'auras rien, rien que des pommes ragout, des lentilles ou du pain sec...

Mais ne sommes-nous pas comme toi, petit garçon du sixième, nous les grands ? Les vieux Nœls ne valent pas mieux que les Nœls de notre enfance ; les valent-ils seulement ? Et pourtant ton croit, l'on croit tout de même un peu que l'année qui va bientôt commencer sera meilleure que les autres, ses années ; on croit à cela, mais oui, et l'on s'en va presque joyeux au-devant de la nouvelle année.

Le fils du charpentier Joseph et de Marie, qui naquit en Galilée une nuit de Noël, crut peut-être bien lui aussi à quelque chose de nouveau. Il crut sans doute que la laideur n'était pas éternelle, que la beauté pourrait tout de même bien un jour habiter sur la terre. Pauvre type ! Il est mort de sa croyance.

Noël, Noël, c'est Noël ! Ohé, vous autres les déçus, les désillusionnés, vous tous qui frissonnez de tristesse et de misère, qui avez laissé le meilleur de vous-même accroché aux ronces du chemin, qui vous êtes cognés à tous les angles des pires réalités, venez, approchez vos êtres grelotants de la table du rêve. Entrez à l'hôtel de l'Espérance, vous êtes servis !

C'est Noël, tas de clochards, mal vêtus, mal foulés, trimardeurs harressés, ouvriers fourbus, ménagers inquiets, pierreuses à la chaine triste, coquettes anémiques, humanité malheureuse et gémissante. Ohé, les gars ! Ohé, les filles ! Ohé, tous ! écoutez : La vieille année en gésine va nous donner une nouvelle année jeune, accueillante ; je vous dis que le soleil enfin luira pour nous, qu'il fera bon, que le rêve fleurira, que toute la grisaille qui pese sur nous s'évanouira.

Toi, le clochard, tu auras une maisonnette, parfaitement, une jolie maison avec des voletsverts, toute fleurie de clématis et de vobanis. Ah, ah ! mon gaillard, tu te laisseras vivre, hein ! et tu ne regretteras pas les nuits passées sous les ponts. Toi, l'ouvrier, tu quitteras l'usine, tu as assez travaillé, tu vivras tranquille, heureux, entouré de l'affection des tiens. Toi, la ménagère, tu n'auras plus à compter, à économiser, à te priver de tout pour boucler le budget de la famille, tu pourras acheter pour les tiens les meilleures choses sans crainte. Tpi, la pierreuse, tu ne fouleras plus l'asphalte des nuits entières en quête du problématique client, tu n'auras plus à subir les répugnantes étreintes des ivrognes et les caprices

des vieux noctambules dépravés, tu seras heureuse toi aussi, nul ne te rappellera les jours noirs et les nuits horribles ; tu pourras, enfin ! coucher seule si cela te fait plaisir ; et toi, petite coquette, tes doigts agités ne confectionneront plus pour les pimbêches de la haute, les toilettes délicieuses que tu porteras si bien. C'est pour toi, rien que pour toi que l'aiguille courra dans la soie. Ah, mes amis, l'année prochaine sera une belle et joyeuse année, nous serons bien vêtus, nous serons gaïs, nous serons alertes, nous mangerons de bonnes choses... !

— Nous mangerons des lentilles, me dit le petit garçon du sixième.

C'est vrai, malgré les vieux rêves fous, peut-être même à cause d'eux, l'année nouvelle ne nous apportera rien de nouveau, rien qu'un peu plus de peine et de lassitude. Noël se fout de nous. Le vieux farceur ne veut rien mettre dans nos souliers, et l'espérance, la vieille espérance qui berça si longtemps la douleur humaine, démenage de notre pensée à la cloche de bois, sans crise gare.

Pourquoi aussi espérer du nouveau. Quoi donc attendre des autres ? Qu'ils viennent à nous avec leurs biens, leurs richesses, leur bonheur ? Allons-nous attendre que la haine des classes fonde en une fraternelle étreinte, que notre Noël arrive enfin tranquillement, doucement, en valsant ?

Non, hélas ! loin de rêveries attardées ; au diable la chimère habile de mauve et de rose tendre ; au diable l'espoir innocent qui annihile la volonté !

Le cœur des personnes sensibles doit-il s'ulcérer de cette constatation : il faut en convenir, Noël ne viendra pas à nous, il faudra l'aller querrir, et pas avec des prières, des bulletins de vote, des projets de lois et autres engins humanitaires, mais avec l'énergie froide, raisonnante, que rien ne peut faire flétrir, avec aussi certaines dragées qui, bien que n'étant pas fabriquées chez les confiseurs en renom, n'en seront pas moins fameuses. Et l'on dansera à ce Noël-là.

Eugène Péronnet.

UN CRI D'ALARME

Des choses inouïes, invraisemblables, se passent en ce moment à Buenos-Aires et dans toute la République Argentine. Se prévalant des faits que le télégraphe vous aura déjà communiqués (exécution du chef de police, colonel Falcon), le gouvernement est en train de commettre froidement, implacablement, infamie sur infamie, à l'abri et au moyen de la scélérat de déclaration de l'état de siège qui a suivi l'attentat et qui est en vigueur par tout le pays, durant 60 jours.

La situation, à Buenos-Aires principalement, est identique à celle qui suivit l'insurrection de Barcelone. Le dimanche 14 novembre, jour même de l'attentat (où n'intervint que son seul auteur), la répression féroce commença. Notre journal, *La Protesta*, assailli par une bande de policiers ivres de vengeance, fut saccagé de fond en comble, les caractères détruits et la machine, acquise après tant de sacrifices, brisée complètement.

Tous les ouvriers conscients connus, tous les propagandistes ont été arrêtés, de même que les rédacteurs de *La Protesta*. Les locaux de la Fédération ouvrière, ainsi que de l'*Union des Travailleurs* ont été également saccagés par les gardiens de l'ordre et tous les camarades qui en formaient les conseils directifs sont sous les verrous ou à bord des navires de guerre. Tous les lieux de réunion ainsi que les locaux ouvriers sont fermés par ordre de la police, ainsi que les bureaux de *La Vanguardia*, feuille socialiste.

Et le plus grave, c'est le silence donné sur tout cela par les autorités, du reste bien secondées par la presse vile, rampante et lâche du pays. On ne

sait absolument rien sur ce qui se passe ici. Hommes, femmes, enfants disparaissent subitement tous les jours, mystérieusement, dans la rafle commandée. Qui sont-ils, combien sont-ils, de quoi sont-ils accusés ? Personne ne peut le dire.

L'ukase policier, communiqué aux journaux, est ainsi conçu : « Il est absolument interdit de ne rien publier concernant l'attentat, les arrestations et les mesures répressives prises par les autorités, ni de donner aucune information des faits anarchistes de l'étranger (!!) sous peine de suppression du journal ».

Voilà où nous en sommes. Nous faisons donc un appel urgent à la solidarité morale des camarades et de tous les hommes de cœur d'Europe, afin que leur protestation indignée se manifeste d'autant plus efficacement que dernièrement, lorsque des faits aussi barbarement semblables se produisirent dans la malheureuse Espagne.

Au nom des femmes et des enfants brutallement sacrifiés, broyés par la répression sauvage : aidez-nous !

Montevideo, 18 novembre 1909.

LES REFUGIES A MONTEVIDEO

On demande large reproduction, en place visible, dans toute la presse libre européenne.

PROPOS D'UN PAYSAN

La R. P. et la Transformation administrative de la France

Nous avons laissé Lucien au moment où il nous exposait les méfaits dont seraient la source l'adoption de la Propositionnelle en matière électorale et où il exprimait l'espérance que du discredit du parlementarisme surgirait l'accroissement en nombre et en conscience du syndicalisme révolutionnaire.

A bout de souffle, le copain s'était tu. Il avait pourtant encore quelque chose à dire, et l'autre soir, à la nuit tombante, il rappela à ma turne pour terminer l'entretien.

Une des conséquences les plus importantes de la R.P. et du scrutin de liste, ce sera, me dit-il, la transformation administrative de la France, l'événement le plus considérable qu'il y ait eu depuis 1789 au point de vue gouvernemental. Les Arlequins de la bande proportionnaliste qui processionnent et discourent dans tous les coins du pays, nous ont dit à demi-mot ce qu'il fallait entendre par cette fameuse transformation : Ce n'est ni plus ni moins que la suppression de la commune et par-dessus le marché la suppression de l'arrondissement.

Donc, plus de communes et plus d'arrondissements ? Voilà le dernier mot de la décentralisation. La plus petite unité administrative serait le département. Ch. Benoist trouve même que le département est encore trop petit. Il veut en agrégérer quatre ou cinq, revenir aux anciennes provinces. Que serait l'individu noyé dans cette immense unité administrative ? Rien ! Moins que rien. Il n'y aurait qu'une poussière d'individus en face d'un pouvoir central puissant. Cette unité provinciale, grande et lourde, ne pourrait être mise en mouvement que par la grande presse, que les grands journaux capitalistes.

Nous venons de voir que l'individu sera brisé, broyé, annihilé par ces nouveaux rouages. Cette annulation de l'individu rendrait impossibles les coalitions d'individus, c'est une vérité de La Palisse ; elles seraient arrêtées dès le début. Les injustices et les coups de force resteraient impunis, plus qu'aujourd'hui même.

Qui donc les empêcherait ? A qui s'en prendre ? Aux députés ? Mais les députés imposés par la presse ne seraient pas là ; on ne les verrait jamais. Et Laissez le bonapartiste, qui a le culot de nous dire qu'avec ce système de vote les députés seraient les serviteurs du peuple. Drôles de serviteurs qui seraient invisibles. Passe encore pour l'arrondissement qui est obligé, s'il songe à sa réélection, de parcourir son collège électoral, de converser avec les électeurs, de leur écrire des lettres, de faire les commissions à Paris. Cetui-là, s'il n'est pas le domestique des électeurs, il en a de moins un peu l'air, et il peut essayer de le faire croire.

Par ce qui précède, tu peux te rendre compte des motifs pour lesquels les décentraliseurs à la manque en veulent à l'arrondissement. Il me reste à t'expliquer pourquoi ils tendent aussi à supprimer la commune.

La commune n'est pas seulement l'unité administrative succursale de l'Etat telle que nous la voyons aujourd'hui. Elle est, en tous temps, par tous les lieux et sous tous les régimes, l'unité territoriale, le groupement primordial, naturel, vivant de gens habitant côté à côté, dans une solidarité relative autant que le permet l'obstacle de la

grande propriété et la muselière gouvernementale.

L'autonomie de la commune devrait être le point de départ de toute décentralisation franche, mais voilà : le paysan hait le monsieur bien nippé et aux pattes blanchies. Il l'a foulé dehors comme un malpropre des municipalités campagnardes. Les conseils municipaux et les municipalités sont au pouvoir des paysans.

Sous l'empire, alors que les maires nommés par le chef de l'Etat étaient des petits bourgeois ruraux, les nobles, les légitimistes demandaient l'élection des municipalités par les électeurs, pensant que le château dirigerait tout. Le contraire est arrivé. Aussi les réactionnaires d'aujourd'hui reviennent à la conception de Gambetta et de Flotquet, la Commune-Canton, les fonctionnaires plus nombreux de cette commune élargie seraient nécessairement des bourgeois.

Les réunions se suivent. La troupe panachée des partisans de la R.P., ou Drumont coudoit Reinach, s'agit et se démente. De leur côté, les arrondissements, par peur du blackboulage, rentrent les griffes dans le gâteau qu'ils ne voudraient pas laisser prendre. Ils ont compris où les menaient la campagne proportionnaliste, au triomphe des candidats du pape et des camelots du roi.

Réussiront-ils, ces messieurs de la R.P. ? Pourquoi pas ! s'il y a une bonne discipline proportionnaliste, je veux dire si les proportionnalistes se désistent au second tour en faveur des proportionnalistes plus favorisés qu'ils soient de droite ou de gauche, du marais le plus stagnant ou de la montagne la plus extrême.

Et Jaurès après le triomphe sera le dictateur du Nouveau Régime, le nouveau Cromwell, à moins qu'il ne soit tout bonnement et bien malgré lui le tombeur de la République bourgeoise et le fossoyeur du parlementarisme.

Je crois, en effet, fermement que le scrutin de liste double de la R.P. amènera la désaffection du régime parlementaire par le peuple. Les masses rurales et ouvrières voyant que les gros boulets de la politique se fendent d'elles perceront à jour le mensonge démocratique. Les effectifs du syndicalisme grossiront et le syndicalisme renforcé par la débâcle et le discrédit du parlementarisme sera forcément et inévitablement révolutionnaire.

Les gouvernements, les capitalistes étaient obligés de faire si la nation voulait pourvoir lutter contre la force commerciale et industrielle des Etats-Unis, de l'Angleterre et de l'Allemagne.

Ainsi que j'ai cru devoir l'indiquer dans un article intitulé *Libre maternité*, pour les anarchistes, Mathius n'était, comme tant d'autres conservateurs sociaux, qu'un batisseur de systèmes. Les statistiques employées par d'autres pour des démonstrations différentes, lui servaient à établir une loi toujours contestable, — puisque les données ad probante varient avec les époques, les individus et les circonstances, — aboutissant aux plus cruelles conséquences : la négation du droit à l'existence pour les déshérités.

Les camarades lisent, chaque fois avec surprise, les critiques acerbes dirigées contre eux par l'auteur des articles néo-malthusiens. Dans le dernier numéro, notre contradicteur abuse. Je crois donc inadmissible de remettre au point, pour lui d'abord qui n'est pas anarchiste, pour les camarades ensuite, qui s'alimentent de cette réputation de purases malthusiennes, les rapports entretenus par les anarchistes et les néo-malthusiens.

Ainsi que j'ai cru devoir l'indiquer dans un article intitulé *Libre maternité*, pour les anarchistes, Mathius n'était, comme tant d'autres conservateurs sociaux, qu'un batisseur de systèmes. Les statistiques employées par d'autres pour des démonstrations différentes, lui servaient à établir une loi toujours contestable, — puisque les données ad probante varient avec les époques, les individus et les circonstances, — aboutissant aux plus cruelles conséquences : la négation du droit à l'existence pour les déshérités.

Les anarchistes rejettent cette abominable conclusion pour s'en tenir à la loi de Mathius. Ils repudient avec raison le monstrueux moyen indiqué par Mathius pour réduire les naissances, — c'est-à-dire, l'abstention absolue des joies sexuelles pour les déshérités, — après l'avoir remplacé par l'usage de moyens préventifs, plus conformes aux nécessités de notre organisation.

C'est l'éducation américaine. Lorsque ces jeunes hommes sortent de ces écoles, ils sont tout de suite les valets des capitalistes parce qu'ils veulent surtout avoir une « situation ». Comme évidemment ils ont plus de connaissances techniques que les ouvriers ou employés ordinaires (on leur enseigne plusieurs langues vivantes, sténographie, comptabilité commerciale et comptabilité industrielle, dessin, mathématiques, mécanique, etc.) et aussi parce qu'ils ne sont pas révoltés (on leur a appris à l'école ou la discipline est aussi dure qu'à la caserne, qu'il faille obéir, se soumettre), ils comprennent tout de suite leur intérêt immédiat et ils deviennent chefs de bureau ou contremaîtres. Voilà des défenseurs de la classe capitaliste qui, au contraire, avaient reçu une autre éducation, auraient été les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière.

Ces quelques politiciens défendent cette laïcité, rien de plus naturel. Qu'ils démontrent leur innocence, ni de la philosophie. C'est un enseignement tout à fait matérialiste. Tout art est banni de ces officines.

L'idéal c'est l'argent, le coffre-fort. On fait entendre aux jeunes gens qu'il n'y a de cela dans la vie et on leur apprend que c'est en exploitant les autres qu'on peut arriver à avoir de l'argent, à être heureux. C'est l'éducation américaine.

Lorsque ces jeunes hommes sortent de ces écoles, ils sont tout de suite les valets des capitalistes parce qu'ils veulent surtout avoir une « situation ». Comme évidemment ils ont plus de connaissances techniques que les ouvriers ou employés ordinaires (on leur enseigne plusieurs langues vivantes, sténographie, comptabilité commerciale et comptabilité industrielle, dessin, mathématiques, mécanique, etc.) et aussi parce qu'ils ne sont pas révoltés (on leur a appris à l'école ou la discipline est aussi dure qu'à la caserne, qu'il faille obéir, se soumettre), ils comprennent tout de suite leur intérêt immédiat et ils deviennent chefs de bureau ou contremaîtres. Voilà des défenseurs de la classe capitaliste qui, au contraire, avaient reçu une autre éducation, auraient été les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière.

Ces quelques politiciens défendent cette laïcité, rien de plus naturel. Qu'ils démontrent leur innocence, ni de la philosophie. C'est un enseignement tout à fait matérialiste. Tout art est banni de ces officines.

Et quel sera le résultat de cette agitation ?

J'entends déjà M. Tarlé, candidat radical ou socialiste uniifié, dire, après avoir brandi aux yeux des électeurs le cadavre de Ferrer : « Tué par les curés ! »

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

M. Tarlé, il faut défendre l'enseignement laïque, on le veuille ou non, si on défend la laïcité ou non, si on soutient la République ou que l'on ne connaît pas la République sans la laïcité.

Ainsi s'exprime des hommes qui connaissent Ferrer et les dessous de cette affaire honteuse, qui s'efforcent de faire un peu de lumière, tâche à laquelle ils convaincirent les socialistes, révolutionnaires et anarchistes.

Soledad Villafranca elle-même, au meeting du 10 décembre, ne paraissait pas s'illusionner beaucoup sur le crédit qu'il convenait d'accorder au nouveau gouvernement quand elle disait : « Il y en a qu'on enverra mourir dans les bagnes d'Afrique ; il y en a qui ne sont pas encore jugés et qui sont condamnés d'avance. »

Pendant l'état de siège, Gabriel Alomar avait demandé la révision, et ce n'est qu'après le rétablissement des garanties constitutionnelles (!) que se voit put se faire entendre dans la « Campaña de gracia » et la « Publicidad » ; Moret n'en fit pas moins poursuivre ce dernier et interdire la continuation de la campagne ; à cette époque, l'émotion ne lui était pas encore venue !

N'est-ce pas que tout cela concorde bien avec les paroles adressées à Soledad Villafranca.

Il ne s'agit plus cette fois d'arracher du bagne un innocent ou un être élier à la mort ; le forgeron a reçu son horrible sanction ; restent donc la fortune confisquée et l'honneur de Ferrer. Je ne pense pas que les dévouements moraux et matériels fassent défaut pour atteindre le but que s'était assigné Ferrer ; il est bien venu à l'esprit de certains la baroque idée d'une statue au martyr, souscription que, le premier, Jean Grave, réprouva, mais celle d'un grand effort pécuniaire en faveur de l'Ecole moderne n'a même pas été effleurée.

Lorsqu'un bandit détrousse un individu après l'avoir assassiné, il ne vient pas à la pensée de la veuve d'exiger une restitution.

Quant à la révision, elle ne nous occupe guère. Ainsi que nous le disait très justement un camarade espagnol, Francisco Ferrer n'a pas besoin d'être réhabilité à nos yeux ; pour nous il ne peut sortir plus grand de la révision, en admettant qu'elle fut obtenue, et cela ne modifierait en rien l'opinion de nos detracteurs.

En résumé, les démarches de Soledad auprès des bourreaux espagnols ne furent pas seulement inutiles, mais elles constituent une erreur regrettable.

Lors de son dernier voyage, Soledad Villafranca a pu s'en apercevoir.

Emile Gzapek.

Guerre à l'exploitation commerciale

Neuf années se sont déjà écoulées depuis le jour où sur ce même journal, je fis l'exposé de l'« Entente Economique », œuvre d'action anticommerciale ; laquelle, marchant de pair avec notre action antipolitique devait nous aider dans notre lutte contre tout esprit d'autorité.

Or, jetons un regard rétrospectif sur ce qui a été fait en ce sens, nous constatons que rien ou presque rien n'existe.

Plus de trente colonnes du *Libertaire* (166-1901) ont expliqué le mécanisme du projet ; je suis allé moi-même faire des causes sur ce sujet dans presque tous les départements de France ; nul n'a pu trouver un seul passage, écrit ou oral, permettant d'y trouver notre philosophie en compromission ; et, malgré deux tentatives d'essais, le projet n'a reçu aucun commencement d'exécution.

A quoi cela tient-il ? Est-ce à dire que ce soit irréalisable ? Non ! Et pour prouver, prenons en France l'industrie pour la vente des cafés, qui consiste à colporter ce produit des succursales Carvalho ou Caïpha chez le consommateur. Voilà une entreprise commerciale qui, loin de péricliter, augmente de jour en jour son chiffre d'affaires et n'occupe pas moins de onze mille courtiers ou placières à l'écoulement de cette unique denrée.

Ce que ces maisons ont fait pour le café, nous pouvons autant qu'elles, sinon plus, le faire pour d'autres produits, et, je le répète, sous une forme anticommerciale.

Si j'ai choisi, de préférence, cette industrie à toute autre, c'est parce qu'elle est celle qui se rapproche le plus du fonctionnement de l'« Entente Economique » qui ne doit être que l'intermédiaire direct et partant utile — entre le producteur et le consommateur.

Or, si nous supprimions l'esprit cupide et autoritaire qui préside en cette entreprise, nous constatons qu'elle peut fonctionner, car le café existe, le consommateur également ; il suffira donc qu'une « Entente » s'établisse entre l'intermédiaire direct et le consommateur pour que tous deux en profitent.

Mais, me dira-t-on.. le capital pour l'achat.. où le trouver ? Je réponds.. chez le placié (1).

Si nous avions, en France, onze mille camarades affranchis du patronat, gagnant leur vie au placement d'un quelconque produit d'alimentation, dans les campagnes où, de préférence, nous aurions à écouter nos produits alimentaires ; nous aurions ainsi un triple avantage qu'il est facile de toucher du doigt.

Le premier nous donne onze mille propagandistes, car indépendant du patron le camarade n'hésitera pas à consacrer à la diffusion de nos idées le temps qu'il passait autrefois à l'usine.

Ce sera là un exemple qui ne peut qu'inciter d'autres travailleurs à venir à nous ;

(1) Paraitra prochainement une brochure explicative sur le fonctionnement de l'« Entente Economique ».

on peut dédaigner d'écouter les anarchistes qui nous indiquent la prison comme l'antichambre de la liberté, mais on écoute ceux qui vous assurent le moyen de vivre libre en dehors de l'usine.

Et voici le deuxième avantage : Les placements que nous ferons directement porteront préjudice au commerce, qui, se trouvant frustré des bénéfices qu'il réalisait avant notre entremise, se verra un jour de plus en plus acculé à la faillite.

Les camarades de province peuvent se voir réduits à cette extrémité, par la concurrence que leur feront les salariés chassés, eux, de l'atelier par le perfectionnement mécanique, l'unité des classes aura fait un grand pas, car nous serons deux — le comérant et le travailleur — à crié que tout n'est pas pour le mieux en cette société bourgeoisie.

Enfin, voici le troisième avantage : Je vous le donne pour ce qu'il vaut, car il ne faut pas oublier que chacun est libre de placer à la ville ou à la campagne, puisque dans l'« Entente Economique », l'autonomie individuelle de tous ses membres doit être une des bases principales de sa vitalité. Néanmoins, il est incontestable qu'il y a intérêt considérable à pénétrer dans la campagne pour transformer l'éducation qu'elle reçoit.

Donc, ce ne sera que le jour où, à côté des journaux qui la touchent tels que : la *Croix*, la *Nouvelliste*, la *Semaine Religieuse*, le *Petit Idiot*, etc., etc., nous pourrons leur donner nos journaux et nos brochures, les commenter par la discussion, ce ne sera, dis-je, que ce jour qu'il nous sera possible de faire du prosélytisme chez le paysan.

Or, n'oublions pas que si l'éducation révolutionnaire laisse beaucoup à désirer en ville, à la campagne tout reste à faire.

Et pourtant, il faut que le jour de la révolution, l'on puisse trouver à la caserne, sous la même casaque, l'ouvrier des champs et celui des villes unis par les mêmes sentiments d'humanité et d'émancipation intégrale.

Pour cela, efforçons-nous, de jour en jour, à mieux vivre par des moyens qui sont encore les meilleurs travaux de démolition sociale.

F. Calazet.

Pour la formation et le développement des groupes anarchistes

Beaucoup de camarades, pour ne pas dire tous, ont cru qu'il n'était pas nécessaire de s'organiser ; conformes au programme de notre parti qui ne veut pas d'organisations propres, dites pour ne pas avoir de chefs.

Dans cette méthode de voir il y a certainement des raisons sérieuses, mais il y a aussi des erreurs dont nos camarades sont les premiers et les seuls à en porter le poids ; car forcément si nous ne sommes pas organisés, nous ne pouvons faire aucun combat, aucune action réelle et efficace pour le bien même de notre parti.

Nous qui ne voulons pas être organisés uniformément et régimentairement et qui n'avons pas besoin de l'être, il nous est quand même nécessaire, voire même indispensable d'être organisés par groupes, de quartier dans les grandes villes, régionales ou locales, en province ou dans les campagnes.

Car si nous ne sommes pas organisés, si nous ne connaissons pas nous-mêmes, nous restons chez nous.. et nous ne faisons rien.

Combien de camarades isolés, qui ne font rien, et cependant ne demanderaient pas mieux de combattre de bon cœur s'ils avaient des moyens à leur portée. C'est parce que j'ai vu que ces moyens ne sont pas si loin qu'on le croit et qu'on peut facilement se les procurer que je me suis décidé à écrire ces lignes. Certes, nous ne sommes pas un nombre bien considérable de militaires dévoués qui, en tous temps et tous moments, sont décidés à marcher. Mais combien dans l'ombre sont ceux qui aiment et estiment nos idées parce qu'elles sont justes et humaines, parce qu'elles veulent l'égalité des hommes et le bonheur de tous, c'est-à-dire la suppression des inégalités sociales. Ils sont un nombre incalculable, ils sont presque tous les ouvriers conscients, et si à l'heure actuelle ils ne sont pas entrés en ligne d'action, c'est parce que nous n'avons pas été suffisamment un parti organisé pour le combat et l'action, que nous n'avons été jusqu'à présent que des théoriciens.

L'action est tout, la théorie n'est rien ou presque rien, et c'est parce qu'elle est soit irréalisable ? Non ! Et pour prouver, prenons en France l'industrie pour la vente des cafés, qui consiste à colporter ce produit des succursales Carvalho ou Caïpha chez le consommateur. Voilà une entreprise commerciale qui, loin de péricliter, augmente de jour en jour son chiffre d'affaires et n'occupe pas moins de onze mille courtiers ou placières à l'écoulement de cette unique denrée.

Ce que ces maisons ont fait pour le café, nous pouvons autant qu'elles, sinon plus, le faire pour d'autres produits, et, je le répète, sous une forme anticommerciale.

Si j'ai choisi, de préférence, cette industrie à toute autre, c'est parce qu'elle est celle qui se rapproche le plus du fonctionnement de l'« Entente Economique » qui ne doit être que l'intermédiaire direct et partant utile — entre le producteur et le consommateur.

Or, si nous supprimions l'esprit cupide et autoritaire qui préside en cette entreprise, nous constatons qu'elle peut fonctionner, car le café existe, le consommateur également ; il suffira donc qu'une « Entente » s'établisse entre l'intermédiaire direct et le consommateur pour que tous deux en profitent.

Mais, me dira-t-on.. le capital pour l'achat.. où le trouver ? Je réponds.. chez le placié (1).

Si nous avions, en France, onze mille camarades affranchis du patronat, gagnant leur vie au placement d'un quelconque produit d'alimentation, dans les campagnes où, de préférence, nous aurions à écouter nos produits alimentaires ; nous aurions ainsi un triple avantage qu'il est facile de toucher du doigt.

Le premier nous donne onze mille propagandistes, car indépendant du patron le camarade n'hésitera pas à consacrer à la diffusion de nos idées le temps qu'il passait autrefois à l'usine.

Ce sera là un exemple qui ne peut qu'inciter d'autres travailleurs à venir à nous ;

(1) Paraitra prochainement une brochure explicative sur le fonctionnement de l'« Entente Economique ».

ce qu'une grève partielle mais révolutionnaire.

Par de combats continus et successifs, toujours d'avant-garde, nous aurions tot fait de rallier à nous les hommes d'action et de combat luttant toujours pour des améliorations matérielles.

M. Pamgaud.

P. S. — Le *Libertaire* organise dans ce sens, tous les dimanches après-midi, des réunions ou les camarades de Paris et des environs qui jugent cette action nécessaire et pouvant être efficace, pourront venir s'entendre pour former des groupes.

Les camarades de province peuvent, eux, de l'atelier par le perfectionnement mécanique, l'unité des classes aura fait un grand pas, car nous serons deux — le comérant et le travailleur — à crié que tout n'est pas pour le mieux en cette société bourgeoisie.

Et voici le deuxième avantage : Les placements que nous ferons directement porteront préjudice au commerce, qui, se trouvant frustré des bénéfices qu'il réalisait avant notre entremise, se verra un jour de plus en plus acculé à la faillite.

Et voici le troisième avantage : Je vous le donne pour ce qu'il vaut, car il ne faut pas oublier que chacun est libre de placer à la ville ou à la campagne, puisque dans l'« Entente Economique », l'autonomie individuelle de tous ses membres doit être une des bases principales de sa vitalité. Néanmoins, il est incontestable qu'il y a intérêt considérable à pénétrer dans la campagne pour transformer l'éducation qu'elle reçoit.

Et pourtant, il faut que le jour de la révolution, l'on puisse trouver à la caserne, sous la même casaque, l'ouvrier des champs et celui des villes unis par les mêmes sentiments d'humanité et d'émancipation intégrale.

Pour cela, efforçons-nous, de jour en jour, à mieux vivre par des moyens qui sont encore les meilleurs travaux de démolition sociale.

F. Calazet.

Le *Libertaire* voudrait-il avoir la bonne grâce d'ouvrir une fois de plus ses colonnes à un de ces malheureux égarés, qui ne comprennent pas encore ?

Duchmann, dans un récent article, présentait que la question néo-malthusienne se ramenait à la question de la liberté sexuelle de la femme. Qu'il me permette de n'être pas du tout de cet avis : je trouve les deux questions parfaitement distinctes.

Vous m'engagez à me rendre à un meeting, le camarade d'en face me déclare qu'il n'en vaut pas la peine, que je perdrai mon temps, et m'engage à ne pas m'y rendre : cependant vous admettez tous les deux ma liberté entière de faire comme il me plaît.

De même, nous voici une vingtaine de personnes dans une salle, toutes admettant, au point de vue sexuel, la liberté absolue de la femme : liberté d'être mère ou de ne pas l'être, comme il lui plaît ; liberté d'avoir des rapports féconds, des rapports stériles, ou de s'abstenir, à son choix. Nous sommes donc absolument d'accord sur la question : liberté sexuelle ; et, cependant, parmi nous, les uns jugeront qu'il est préférable que la femme soit mère, d'autres qu'elle le soit avec persévérance, d'autres en observant une prudente imitation ; d'autres enfin profèteront sur la question un aimable je-m'en-fichisme ; quelques-uns se dispenseront d'avoir une opinion, uniquement parce qu'ils croiront avoir des questions plus importantes, plus graves, plus pressantes auxquelles consacrer leur réflexion, leur temps et leurs efforts, — ce qui, entre parenthèses, est une preuve supplémentaire de leur avantage !

Assez donc, tout en étant d'accord sur la question liberté de la femme au point de vue amour et maternité, on peut professer sur la question malthusienne proprement dite des opinions absolument différentes.

Je relève-en passant dans le même article de Duchmann une phrase qui me fait plaisir : « Les charges de la procréation... peuvent être repoussées par les travailleurs sans qu'une modification notable se produise dans l'ensemble du régime économique ». Intéressant aveu, si ça nous éloigne singulièrement de l'époque, récente pourtant (il n'y a pas un an) où l'on parlait, sur le même *Libertaire*, cette déclaration au moins étrange de la part de révolutionnaires : « Les néo-malthusiens ne croient pas ; ils savent (sic) que la copulation préventive, pour parler comme Georges Drysdale, sauvera les protestantes (sic) ».

Il n'est point de sauveur suprême que le malthusianisme !

— A ce point de vue je suis très heureux de la nouvelle tendance qui se manifeste dans les articles malthusiens parus depuis peu dans le *Libertaire*. La propagande anti-conceptionnelle n'apparaît plus comme indispensable et méritant une place prépondérante. On ne lui attribue point le mérite singulier de devoir donner au prolétariat le « salut ». Tout récemment je lisais, sous la signature Kronos, un article dont l'auteur s'affirmait néo-malthusien (l'article était d'auteurs intitulé : « Ayons peu d'enfants », mais avec combien de restrictions !) il y était dit, ou presque, que les néo-malthusiens étaient ceux qui faisaient par leurs exagérations le plus de tort à l'idée néo-malthusienne ; que le gros danger contre lequel on devait lutter à l'heure actuelle n'était pas la prolifération irréfléchie du prolétariat, mais tout le système économique qui, capitalisme, militarisme, etc. : que la propagande anti-conceptionnelle laisserait très probablement intact le problème social ; mais cependant qu'il y avait à continuer cette propagande une question de philanthropie intelligente.

LENOIR. — Mais les mots sont vivants. Laissons-les évoluer insensiblement comme la vie. Simplifier, ici, c'est amputer. Le cœur me saigne à la pensée de tous vos coups de bistour.

LEBLANC. — Quand il s'agit de démolir de pittoresques maisons du 15^e pour mettre à la place quelque laide bâtie, mon cœur saigne aussi. Cependant il le faut ; les maisons ne sont pas éternelles ; on ne peut les laisser écrouler sur nos têtes. Pour les mots : ils se sont refaits intelligemment, leur simplification ne les rend pas moins jolis — au contraire.

LENOIR. — Ah ! ah ! Elle est bien bonne ! Parlons-en de votre *ortografe*, vos *simplifications intelligenzes*, de votre *lojique* et autres *grafiez* plus ou moins *raisonnables et frangaises*.

LEBLANC. — Et pourquoi n'écrivez-vous pas : *mélanholie, charactère, phanomie, nope, teste, etc.* ? Cela se faisait autrefois. Qu'avez-vous à dire contre tête, noce, fantôme, caractère, mélancolie, et ainsi de suite ?

LENOIR. — Que ce n'était pas beau pour nos ancêtres, voilà tout.

LEBLANC. — Ce qui est beau, selon vous, c'est donc les corselets de fer, les jambières, les morions, tout l'attrail gothique. Cela se concevait au temps de la chevalerie. Conservées dans les mots cette armature et ces bâquilles nous font l'effet d'un musée d'orthopédie, — avec un h.

La belle chose, vraiment, que des bandages et des pièces articulées sur un libre corps humain. La nature, dans sa pure simplicité, voilà donc la laideur ?

LENOIR. — Simplicité ! Simplicité ! Vous me faites songer à ces insulaires de Swift qui coupaien leur pain en figures géométriques. Tout à la géométrie. Voilà votre objectif, sous prétexte de simplicité, ordre, de logique, de symétrie.

LEBLANC. — Du moins éviterais-je ce que je vous reprochais en commençant : d'être révolutionnaire et traditionaliste-intransigeant à la fois. C'est, parbleu, trop d'inconséquence.

LENOIR. — Mais l'intérêt de la vie est dans son illogisme.

LEBLANC. — Alors, de quoi vous plaignez-vous ?

LENOIR. — Et vous ?

TOUS DEUX. — Ça n'est pas toujours facile à dire.

Guy Baral (Kronos).

Nous finissons par nous entendre. Oui, l'action révolutionnaire nous intéresse avant tout. Mais précisément j'avais vu dans la propagande néo-malthusienne une face de l'action révolutionnaire, et pour preuve

